



le 23 mai 2012,

Madame la Candidate, Monsieur le Candidat,

Le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique rassemble une trentaine d'organisations associatives, syndicales et politiques¹. Son objectif est de sortir de la pensée unique de la rigueur budgétaire en France comme en Europe et d'ouvrir le débat sur les vraies alternatives à la crise de la dette publique.

Partout en Europe, le thème de la dette publique est utilisé pour imposer l'austérité et mettre à mal les droits sociaux. Au niveau national comme au niveau local, il est essentiel de savoir d'où vient cette dette et comment elle s'est constituée. Au niveau européen, le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance de l'Union économique et monétaire dit Pacte budgétaire, signé par les chefs d'État et de gouvernement début mars 2012, organisant l'austérité permanente, doit être ratifié par la France avant la fin de l'année.

C'est pourquoi nous vous interpellons en tant que candidat aux législatives. Futur(e) parlementaire, vous devrez vous prononcer sur la ratification de ce traité, aussi nous souhaitons connaître votre position sur les trois thèmes suivants : la légitimité de la dette publique française, l'aide aux collectivités locales touchées par les prêts « toxiques », et le Traité.

Analyse globale :

- Pensez-vous que la totalité de la dette française est légitime ?
- Êtes-vous favorable à un audit de la dette publique française avec la participation des élus et des organisations citoyennes à la commission d'audit ?

Audit local :

- Plusieurs dizaines de collectivités et d'organismes publics sont touchés par le problème des prêts « toxiques » dit structurés et la raréfaction actuelle du crédit, comment pensez-vous les aider à y faire face ?
- Une commission d'enquête de l'Assemblée nationale a proposé la création d'un « pôle d'assistance et de transaction » pour négocier au niveau national avec les banques au nom des acteurs publics locaux touchés. Êtes-vous favorable à la création de ce pôle et à une présence des organisations citoyennes en son sein ?

Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance dit Pacte budgétaire :

- Êtes-vous favorable à ce Traité sous sa forme actuelle ?
- Proposez-vous de renégocier ce Traité coercitif puisque les remèdes de la rigueur aggravent la crise et la situation sociale des pays qui l'appliquent ? Si oui, quels points doivent-être l'objet de négociations ?
- Êtes-vous favorable à un référendum en France sur ce Traité, puisqu'il s'agit de l'avenir des peuples d'Europe, de leurs droits sociaux, et de leur quotidien ?

Nous serons très attentifs au contenu de vos réponses, que nous diffuserons, et nous restons à votre disposition pour en débattre.

Dans l'attente de vos réponses avant le lundi 4 juin, nous vous adressons nos salutations citoyennes les plus déterminées.

Le Collectif citoyen contre les dettes publiques illégitimes,

cac64paysbasque@audit-citoyen.org
c/o ATTAC Pays basque, Maison Pour Tous, 6 rue Paul Le Barillier, 64600 ANGLET
Eliane Pibouleau-Blain, 06.73.52.45.21

¹ Voir les signataires au niveau français : <http://www.audit-citoyen.org> / membres du collectif Pays basque : Attac Pays Basque, Bizi!, CGT Cheminots Hendaye, CGT Educ'action 64, FSU 64 et soutiens : Association Pixso, Batasuna, Eliane Pibouleau-Blain (Conseillère Municipale d' Opposition de Gauche à Bayonne), Estuaire Adour Errobi-Europe Ecologie Les Verts, des indigné-e-s, LAB, NPA, Parti de Gauche, Marche Paris 2012